

FOOT, D. K., *Provincial Public Finance: An Empirical Analysis of the Last Twenty-Five Years*. Toronto et Buffalo, Ontario Economic Council, 1977. 213 p.

Marc Vallières

Volume 33, numéro 4, mars 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303817ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303817ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vallières, M. (1980). Compte rendu de [FOOT, D. K., *Provincial Public Finance: An Empirical Analysis of the Last Twenty-Five Years*. Toronto et Buffalo, Ontario Economic Council, 1977. 213 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33(4), 590–592. <https://doi.org/10.7202/303817ar>

FOOT, D. K., *Provincial Public Finance: an Empirical Analysis of The Last Twenty-Five Years*, Toronto et Buffalo, Ontario Economic Council, 1977, 213 p.

Le titre de cet ouvrage éveille chez l'historien québécois la perspective de comparaisons fructueuses entre les finances publiques ontariennes et québécoises des années 1950 et 1960. Une telle comparaison permettrait de confronter les politiques des gouvernements Duplessis, Lesage, John-

son, Bertrand et Bourassa, avec celles des conservateurs ontariens. Cet historien constatera rapidement que de nombreux obstacles l'attendent, certains franchement insurmontables.

L'auteur, un économiste, a réalisé cette étude dans le cadre d'un projet de l'Ontario Economic Council, qui a établi des prévisions économiques pour l'Ontario de la décennie 1977-1987. L'étude, de nature empirique, introduit dans ces prévisions la contribution du gouvernement ontarien à l'économie, tant par ses revenus que par ses dépenses. L'auteur trace d'abord (pp. 3-23) un bilan général de l'économie ontarienne de la période considérée (1951-1975), de l'importance du gouvernement ontarien dans cette économie et des changements de ses structures administratives. Dans un second chapitre (pp. 24-40), l'auteur construit un modèle simple des finances publiques autour de trois variables: les revenus, les dépenses et le financement. Il ne considère ensuite que les deux premières, la troisième étant trop complexe et plus influencée par des considérations externes à l'action gouvernementale. L'auteur se concentre alors sur les revenus et dépenses qu'il décompose et analyse dans leurs tendances principales. Les deux chapitres suivants d'ailleurs reprennent dans le détail la description des revenus (pp. 43-68) et des dépenses (pp. 69-101) selon un schéma semblable: un bilan historique, une description des sources de données, des définitions de concepts et une analyse détaillée des catégories de revenus et dépenses.

Les deux derniers chapitres (5 et 6, pp. 105-192) analysent les tendances des revenus et dépenses, dans le cadre d'une approche économétrique. Il s'agit de construire des modèles empiriques des opérations d'un gouvernement "sub-national" et de les confronter aux données des chapitres précédents. Comme historien, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer cette partie de l'étude et nous nous contenterons plutôt de quelques commentaires sur les quatre premiers chapitres, en tentant de voir si ces données pourraient être utilisées par l'historien ou servir de modèle à la construction de séries chronologiques comparables pour le Québec. Il va de soi que l'auteur n'avait pas à répondre aux objectifs des historiens et nous ne lui en tenons pas rigueur.

Plusieurs choix méthodologiques rendent difficile une utilisation efficace de cette étude à des fins historiques, en particulier en ce qui a trait aux dépenses publiques. Parmi ces choix, la source même des données pose problème puisque les séries de revenus et dépenses proviennent des comptes publics annuels pour lesquels la classification des dépenses surtout crée des dilemmes cornéliens. La clarté et la constance des définitions de catégories de dépenses restent à notre avis l'obstacle principal à l'analyse à moyen et long termes des dépenses publiques. Les gouvernants ne font pas l'effort de maintenir comparables d'année en année ces définitions et pourquoi d'ailleurs le feraient-ils? Ils n'ont pas habituellement un intérêt politique à faciliter les comparaisons, tout au

contraire. Il n'est pas surprenant alors que les ministères et les programmes apparaissent et disparaissent en se répercutant sans retenue sur les catégories de dépenses. Seule Statistique Canada tente de maintenir une certaine "comparabilité" interne et interprovinciale, mais uniquement en termes très généraux et sans pouvoir refléter la diversité nécessaire des catégories de dépenses selon les objectifs des différentes disciplines qui les utilisent. Aussi l'auteur a dû naviguer entre les comptes publics ontariens et les publications de Statistique Canada, non sans difficulté et compromis (p. 75). Il s'en est remis surtout aux comptes publics qui permettent une analyse plus détaillée, mais restreignent la cohérence et la "comparabilité" interprovinciales. Ce problème et d'autres encore rendent ardue toute utilisation de ces données, rassemblées pour d'autres fins que celles de l'historien. Il faudra probablement définir une ou plusieurs grilles de classification qui rendront compatibles les données ontariennes et québécoises et répondront à des objectifs d'analyse historique.

Sans entrer dans d'autres considérations techniques et méthodologiques, il reste que notre espoir d'une comparaison Québec-Ontario s'est amenuisé d'autant plus que la contrepartie québécoise de cette étude n'existe pas. Tout ce que nous possédons au Québec se résume à une publication du Bureau de la Statistique du Québec (*Statistiques financières, Gouvernement du Québec 1971-1972*, juin 1973, 102p.) qui porte sur la période 1963-1972 et qui est mise à jour annuellement depuis 1973. C'est peu certes, mais mieux que rien. Une étude historique des finances publiques reste à faire et permettra sans doute d'éclairer les choix réels des politiciens. L'historien ne peut que souhaiter qu'une telle étude soit entreprise tant au Québec qu'au fédéral et dans les autres provinces canadiennes. Quant à l'économiste, il y trouve tout de même son compte sur le plan méthodologique et dans les retombées théoriques de cette étude empirique des finances publiques.

Département d'histoire
Université Laval

MARC VALLIÈRES